Au surplus, le Gouvernement de Louis XVI ne tarda pas d'y faire droit dans ce qu'elle avait d'essentiel.

Un arrêt du Conseil rendu le 2 août suivant, douze jours après l'Assemblée de Vizille, convoquait les trois Ordres de la province à Romans, et le 8 août un autre arrêt du Conseil fixait au 1^{er} mai 1789 la réunion des États-généraux, en suspendant jusque-là le rétablissement de la Cour plénière.

Le roi avait, disait-il, préféré, d'abord une Assemblée provinciale au rétablissement des anciens États, parce que la reconstitution pure et simple de ces États lui avait paru présenter de graves inconvénients pratiques. Néanmoins, le roi déférait aux supplications qui lui avaient été faites et proposait quelques modifications au fonctionnement des États de la province; modifications que les trois Ordres seuls avaient le droit, disait-on, d'approuver et de sanctionner, « puisque l'on ne saurait innover sans leur consentement, d'après leur ancienne constitution. »

Suivant l'indication du Gouvernement, la tenue des États devait être divisée en deux sessions; la première fixée pour le 29 août, avait pour objet de régler la forme et la composition de l'Assemblée, laquelle se réunirait ensuite régulièrement le 5 septembre.

Voici comment le Gouvernement composait l'Assemblée préparatoire du 29 août: 30 membres du Clergé, 60 de la Noblesse, 90 du Tiers-États.

Les 30 députés du Clergé aux États provinciaux comp- taient comme membres de droit, les deux archevêques et cinq évêques de la province; quatre commandeurs de Malte y représentaient les cinq commanderies du Dauphiné; il y avait un des députés élu par chacun des chapitres, un par chacune des collégiales, un par chaque bureau diocésain.